



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°54**

MAI
2022

L'activité est soutenue, les incertitudes se renforcent

SYNTHÈSE

L'activité économique lyonnaise affiche une belle résistance depuis le début de l'année, malgré un contexte marqué par les incertitudes : suites de la crise sanitaire, guerre en Ukraine, tensions sur l'approvisionnement et les prix, inquiétudes sur le pouvoir d'achat et sur la consommation des ménages.

Le dynamisme de l'activité, dans la continuité de l'année 2021, se traduit par un niveau élevé des intentions d'embauche et par une augmentation du nombre d'emplois dans l'ensemble des bassins de vie de la région lyonnaise, malgré les difficultés de recrutement qui perdurent pour certains métiers. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa baisse et est désormais inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire, début 2020. Le nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) est également en recul au cours des premiers mois de l'année.

La situation financière des entreprises reste saine, le nombre des défaillances est faible malgré une tendance à l'augmentation, les projets d'investissements (agrandissement, modernisation, digitalisation) sont nombreux.

Les acteurs du tourisme lyonnais espèrent poursuivre en 2022 le redressement de leur activité, après une année 2021 rythmée par les restrictions sanitaires : c'est l'objet du focus rédigé ce trimestre par ONLYLYON Tourisme.

L'activité économique locale	2
Focus : le tourisme à Lyon	3
Les emplois salariés privés	4
Les recrutements	6
Les demandeurs d'emploi	8
Le taux de chômage	10
Les bénéficiaires du RSA	11
Les défaillances d'entreprise	12
Les créations d'entreprise	13
L'immobilier d'entreprise	13
Les actualités du trimestre	14
Le commerce extérieur	15

Achevé de rédiger le 23 mai 2022

L'activité économique locale

Sources

- Banque de France - Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, mars et avril 2022
- Banque de France - Projections macro-économiques France, 13 mars 2022
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Conjoncture régionale, n°31, 27 avril 2022
- Insee - Note de conjoncture, 16 mars 2022
- Insee - Point de conjoncture, 9 mai 2022
- Urssaf - Conjoncture 4^e trimestre 2021, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes, n°33, avril 2022

Une bonne résistance du climat des affaires...

La conjoncture économique locale souffle le chaud et le froid depuis le début de l'année. Elle allie des niveaux d'activité soutenus et un climat des affaires souvent plus favorable qu'au niveau national avec des tensions qui s'accumulent et créent des difficultés localement.

L'enquête de la Banque de France en mai confirme la bonne orientation de l'activité régionale. Dans l'industrie, les chefs d'entreprise font état d'une nouvelle hausse de production en avril dans la quasi-totalité des secteurs, ainsi que de perspectives favorables. L'activité progresse également à nouveau en avril dans les services marchands, que ce soit dans les services aux particuliers (notamment l'hébergement et la restauration, où le reflux des contraintes sanitaires soutient la demande) ou dans les services aux entreprises (en particulier les activités informatiques, juridiques et comptables). Dans le bâtiment, les carnets de commande demeurent bien garnis et l'activité reste bien orientée, largement au-dessus de sa moyenne de longue période.

... malgré les incertitudes et les chocs

Le contexte actuel est cependant d'exceptionnelle incertitude et les chefs d'entreprise ont souvent du mal à faire des prévisions. Les difficultés, en effet, s'accumulent. Si la situation sanitaire s'est largement améliorée en France et en Europe, elle reste tendue en Chine, avec un impact direct sur la production de ce pays et sur l'approvisionnement qui en découle. Le contexte international est également marqué par la guerre en Ukraine, qui pèse sur l'économie française et régionale à travers trois canaux, selon la Banque de France : le prix des matières premières (prix de l'énergie et de l'alimentaire en tête), les tensions financières (avec des effets négatifs sur l'investissement et sur la consommation) et le commerce extérieur.

Les difficultés d'approvisionnement restent vives dans l'industrie, provoquant des décalages de commandes ou des ajustements dans les chaînes de production, ainsi que dans le bâtiment. Ces difficultés se doublent d'une volatilité des prix des matières premières et du coût de l'énergie. Le retour de l'inflation (+5,2 % sur un an en mai, selon la prévision de l'Insee) alimente la baisse du pouvoir d'achat des ménages et parfois un attentisme pour la consommation de certains biens.

Enfin, les difficultés de recrutement persistent dans de nombreux secteurs, bridant parfois la capacité à produire.

FOCUS : le tourisme à Lyon en 2021

Rédigé par



Définitions

Taux d'occupation (TO) : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres offertes par les hôtels.

RevPar : revenu par chambre calculé en divisant le revenu total des chambres d'un hôtel par le nombre de chambres et le nombre de jours de la période mesurée.

En savoir plus

- Baromètre touristique : www.city-trends.fr/Lyon

- Chiffres clefs 2021 : <https://presse.lyon-france.com/boite-a-outils/bilans-et-etudes>

- Newsletter mensuelle ONLYLYON Flash
Tourisme : abonnement auprès de averriere@lyon-france.com

Une saisonnalité touristique rythmée par les mesures gouvernementales

L'activité touristique 2021 a fluctué, au gré des confinements, des vagues de Covid, de la mise en place ou de la levée des restrictions sanitaires.

Ainsi, le premier semestre a été très faible (-68 % de nuitées dans les hôtels par rapport à 2019) du fait de la mise en place d'un couvre-feu débuté fin 2020, une restriction des déplacements à 10 km de son domicile à partir du 31 mars et la poursuite de la fermeture des restaurants et des lieux culturels jusqu'au 19 mai 2021.

Ensuite, les mois de mai et juin 2021 ont amorcé le redémarrage en douceur de l'activité touristique. Une reprise confirmée en juillet et plus mesurée en août certainement liée à la mise en place du pass sanitaire, sans oublier les contraintes de jauge. Le secteur des loisirs (musées et attractions) a enregistré une fréquentation de plus de 500 000 visiteurs sur la période soit une hausse de +50 % par rapport à 2020.

Enfin, le dernier quadrimestre marque la reprise de l'évènementiel, avec l'accueil d'évènements professionnels majeurs tels que les salons Global Industrie, SIDO, SIRHA ou Pol-lutec mais aussi avec le retour de la Fête des

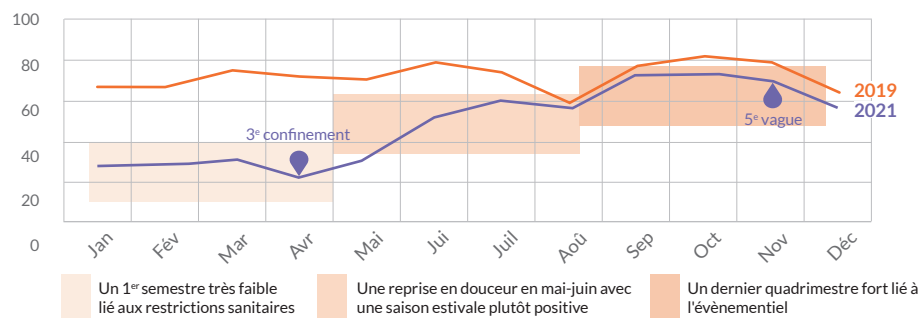
Lumières. 78 % des événements de l'année ont ainsi été accueillis sur le dernier quadrimestre. La reprise du tourisme d'affaires s'est directement traduite par de très belles performances du secteur hôtelier en septembre. En effet, septembre enregistre un taux d'occupation non loin des niveaux de 2019 (-5 points uniquement) et dépasse même les RevPar et prix moyens constatés en 2019.

Un tourisme de proximité et national fort

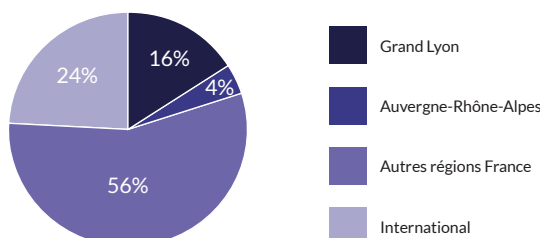
En 2021 plus que jamais, la clientèle française reste majoritaire, avec une part tout aussi conséquente de la clientèle régionale. Cela se vérifie à travers les données hôtelières et la fréquentation des activités de loisirs (musées et attractions) ainsi qu'au niveau du Pavillon d'accueil de l'Office de Tourisme où 76 % des personnes accueillies sont des visiteurs locaux et nationaux.

Les restrictions aux frontières expliquent à la fois ce tourisme de proximité et national fort ainsi que la baisse du visitorat étranger : -28 points par rapport à 2019 au Pavillon d'accueil de l'Office de Tourisme. Le retour des clientèles étrangères a été très timide et avec une provenance principalement des pays européens frontaliers. Les visiteurs d'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) ont clairement manqué pour retrouver un niveau d'activité d'avant-crise.

Taux d'occupation mensuel dans les hôtels de la métropole



Origine géographique des visiteurs accueillis à l'Office de tourisme



Les emplois salariés du secteur privé

Définitions

Champ : emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Aire d'attraction : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'UrbaLyon

Forte croissance des emplois

Le nombre d'emplois salariés privés a continué à augmenter au 4^e trimestre 2021. En un an, les effectifs ont crû de 3,1 % dans le carré métropolitain, ce qui représente près de 35 000 emplois supplémentaires. Le niveau atteint en fin d'année dépasse celui d'avant Covid, fin 2019. Dans la métropole de Lyon, la hausse est de 3,5 % en un an, soit près de 20 000 emplois de plus.

Hausse des emplois dans les grands secteurs

L'emploi augmente dans l'ensemble des secteurs d'activité à l'échelle du carré. Ce sont les services aux particuliers qui sont les plus dynamiques, avec une progression de 5,4 % en un an (+12 600). Leurs effectifs augmentent dans tous les territoires. Ces activités, notamment l'hébergement-restauration et les activités culturelles et créatives, avaient été les plus affectées par les baisses d'emploi au cours de l'année 2020. Les services aux entreprises, finance, immobilier enregistrent également une belle progression : +4,1 % dans le carré (+11 800) et +4,4 % dans la métropole (+9 000). Le nombre d'emplois industriels augmente

légèrement sur l'ensemble du territoire : +0,8 % (+1 600). La situation de l'industrie est contrastée selon les EPCI : hausse dans la Plaine de l'Ain (+3,8 %), la Capi (+2,1 %) et la Vallée du Garon (+1,1 %), stabilité (entre -0,5% et +0,5%) dans l'agglomération de Villefranche, la CCEL et la métropole de Lyon et baisse à Vienne Condrieu (-1,5 %).

Une hausse qui concerne de nombreux territoires

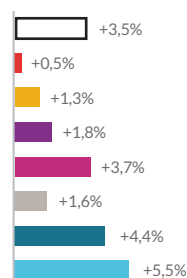
Parmi les principaux EPCI de l'aire d'attraction, l'agglomération de Villefranche-Beaujolais-Saône enregistre la plus forte hausse (+4,4%), suivie des communautés de communes de l'Est lyonnais et de la Vallée du Garon (+3,9 %). L'emploi est quasiment stable dans la CC de Miribel et Plateau : +0,4 %. Seuls deux EPCI enregistrent une diminution de leurs emplois (CC du Pays entre Loire et Rhône et du Val d'Ay).

Dans la métropole de Lyon, l'emploi ne baisse dans aucune des conférences territoriales des maires (CTM). Il est stable à Plateau Nord et augmente dans toutes les autres. C'est à Villeurbanne que la hausse est la plus forte : +6,9 %. Viennent ensuite Lyon (+4,3 %) et Ouest Nord (+3,9 %).

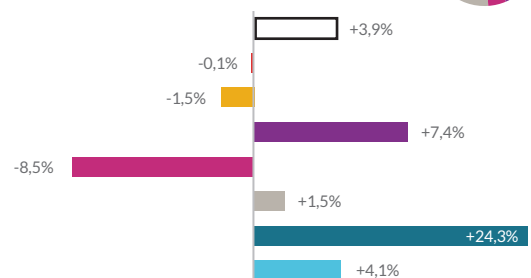
Évolution de l'emploi en un an par grand secteur d'activité dans les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon et nombre d'emplois salariés privés au 4^e trimestre 2021



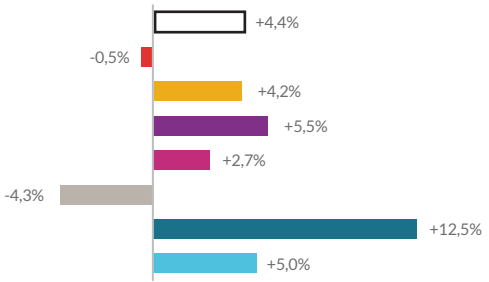
Métropole de Lyon
584 500 emplois salariés



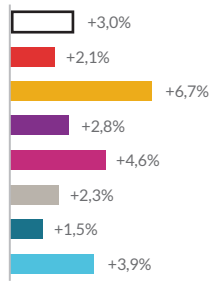
CC de l'Est Lyonnais (CCEL)
24 100 emplois salariés



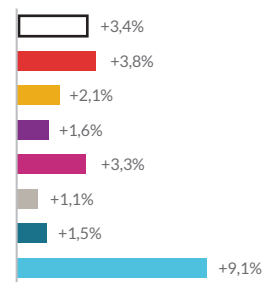
CA Villefranche Beaujolais Saône
23 000 emplois salariés



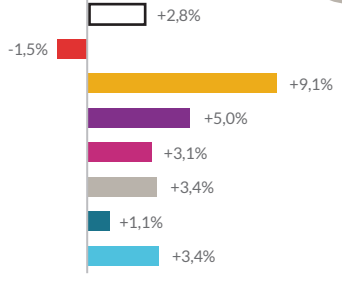
CA Porte de l'Isère
38 900 emplois salariés



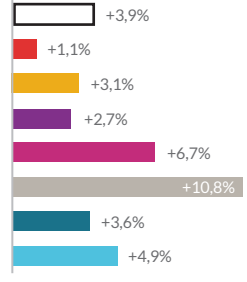
CC Plaine de l'Ain
21 200 emplois salariés



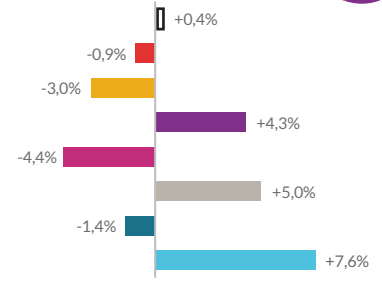
CA Vienne Condrieu
21 900 emplois salariés



CC de la Vallée du Garon
15 300 emplois salariés



CC de Miribel et du Plateau
9 900 emplois salariés



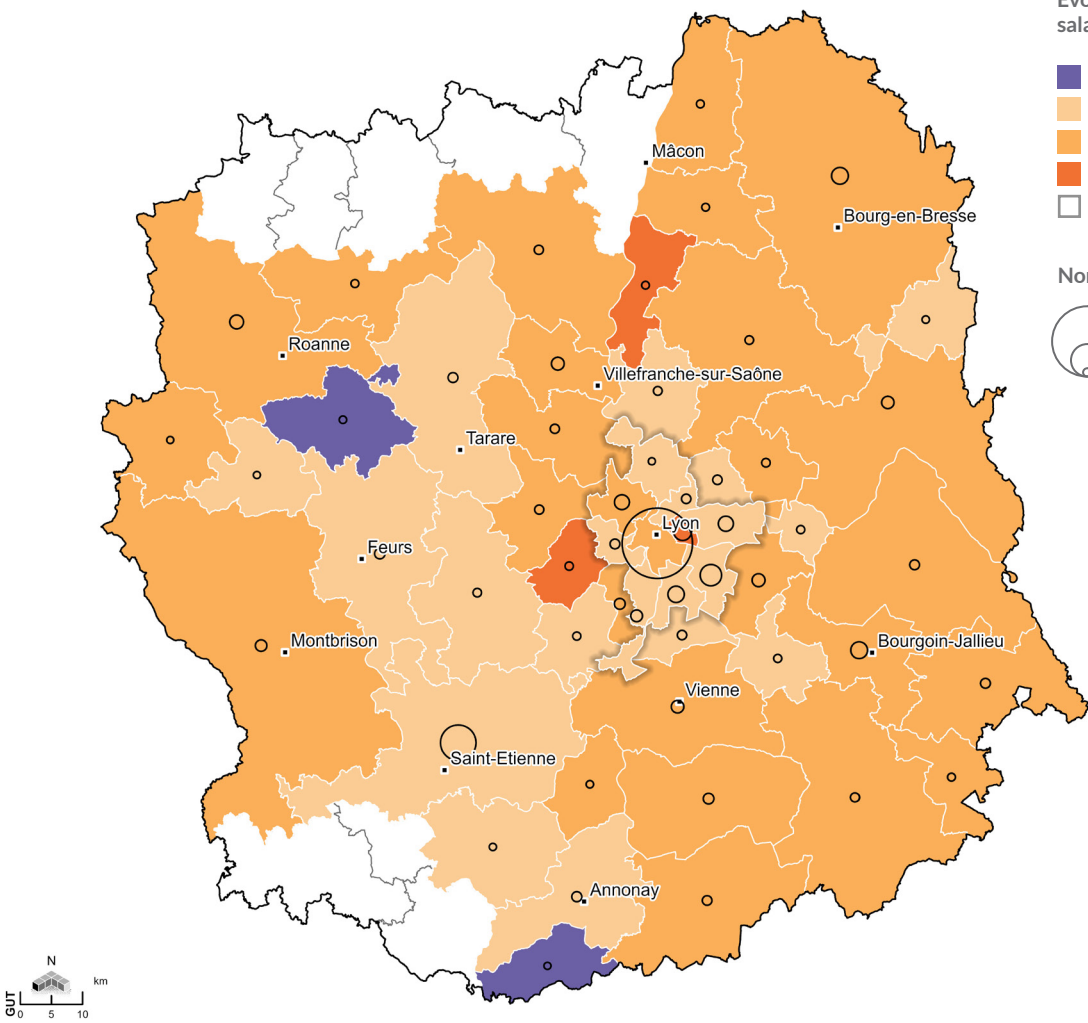
Nombre d'emplois salariés privés hors intérim au 4^e trimestre 2021 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an

Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim

- En baisse de -1,6% à 0%
- En hausse de 0% à +2,5%
- En hausse de +2,5% à +5%
- En hausse de +5% à +9,7%
- Non renseigné

Nombre d'emplois

- 250 000
- 100 000
- 10 000





Les recrutements

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois.

Source : Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

(www.observatoire-emploi-ara.fr) - Urssaf, CCMSA. Données corrigées des variations saisonnières.

Périmètres :

les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

CDD : contrat à durée déterminée

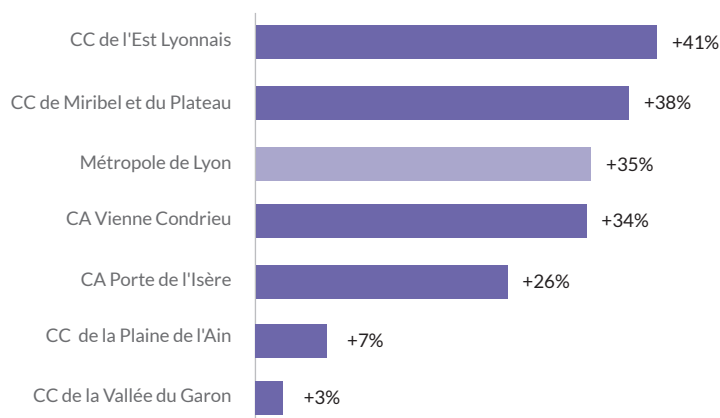
CDI : contrat à durée indéterminée

Les embauches en forte hausse

Au 1^{er} trimestre 2022, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois progresse par rapport au 1^{er} trimestre 2021. La hausse sur un an est de 35 % pour la métropole de Lyon ; elle atteint +41 % pour la communauté de communes de l'Est lyonnais et +38 % pour celle de Miribel et du Plateau. Elle est plus modérée dans la Plaine de l'Ain et la Vallée du Garon. Ces hausses témoignent du dynamisme retrouvé du marché de l'emploi : les

recrutements en France dépassent leur niveau d'avant la crise sanitaire (+9 % en mars 2022 par rapport à février 2020, au niveau national). En cumul sur un an, ce sont les recrutements en CDI qui augmentent le plus : +50 % dans la métropole de Lyon ; ils y représentent 60 % des embauches de plus d'un mois entre mars 2021 et mars 2022. Cette part atteint 68 % dans la CC de la Vallée du Garon.

Évolution 2021-2022 du nombre de recrutements réalisés sur le 1^{er} trimestre



Nombre de recrutements au cours du 1^{er} trimestre 2022

MÉTROPOLE DE LYON	74 720
CA PORTE DE L'ISÈRE	4 740
CA VIENNE CONDRIEU	3 220
CC DE L'EST LYONNAIS	2 280
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	1 920
CC DE LA VALLÉE DU GARON	1 540
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 100



Les besoins en main-d'œuvre

Définitions

Méthodologie :

L'enquête Pôle emploi sur les besoins en main-d'œuvre (BMO) porte sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État et hors entreprises publiques. 52 000 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats sont ensuite redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région et déclinés par territoires.

Source : Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes – Enquête Besoins en main-d'œuvre 2022

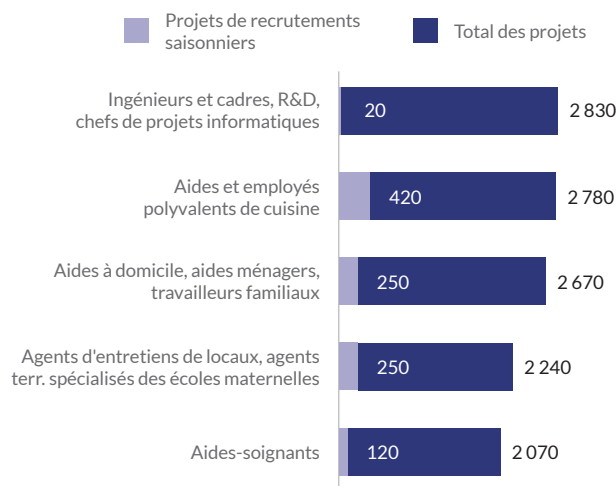
Périmètre : métropole de Lyon

71 700 projets de recrutement en 2022

L'enquête sur les besoins en main-d'œuvre (BMO) dénombre 71 700 projets de recrutement pour 2022 dans la métropole de Lyon. Ils sont en hausse de 5 % par rapport à 2019 (+13 % au niveau national). Les projets de recrutement dépendent moins de la saisonnalité dans la métropole de Lyon que dans l'Hexagone, avec respectivement 90 % et 66 % de projets liés à une activité non saisonnière en 2022.

Les services aux entreprises constituent le premier secteur recruteur, avec un tiers des intentions d'embauche, suivi de la santé humaine et l'action sociale (14 %) et du commerce (13 %). En tête des métiers les plus recherchés se trouvent les ingénieurs et cadres informatiques (2 830 projets de recrutement), les employés polyvalents de cuisine (2 780 projets) et les aides à domicile (2 670 projets).

Top 5 des métiers concernés par des projets de recrutement



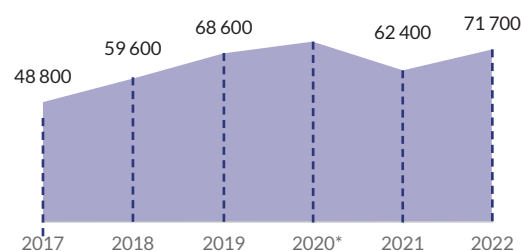
62 % de projets de recrutement jugés difficiles

Les difficultés de recrutement anticipées sont en nette hausse (+7 points) par rapport à 2019. Tous secteurs confondus, la part de recrutements difficiles passe de 55 % en 2019 à 62 % en 2022. Les secteurs les plus touchés sont la santé humaine et l'action sociale avec 76 % de projets de recrutement anticipés comme difficiles, la construction (74 %) et les transports et l'entreposage (72 %).

À l'échelle plus fine des métiers, cette part dépasse 85 % pour cinq métiers :

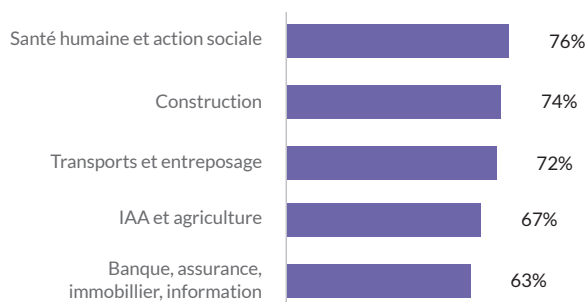
- sur les 590 projets de recrutement d'agents qualifiés de laboratoire, 94 % sont anticipés comme difficiles,
- sur les 500 projets de recrutement de conducteurs de transport en commun sur route, 94 % sont anticipés comme difficiles,
- sur les 2 670 projets de recrutement d'aides à domicile, 89 % sont anticipés comme difficiles,
- sur les 1 070 projets de recrutement d'employés de maison et personnels de ménage, 88 % sont anticipés comme difficiles,
- enfin, sur les 930 projets de recrutement d'assistants maternels, 88 % sont anticipés comme difficiles,

Les projets de recrutements dans la métropole de Lyon



*en raison de la crise sanitaire, les résultats de l'enquête 2020 ne sont pas représentatifs

Top 5 des cinq secteurs les plus concernés par des difficultés de recrutement (% de projets estimés difficiles)





Les demandeurs d'emploi

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois).

Source : Pôle emploi – STMT et Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

(www.observatoire-emploi-ara.fr) :

données brutes ; sauf les courbes d'évolution : données CVS

Périmètres : métropole de Lyon et sept autres plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de baisser dans la métropole de Lyon

La situation du marché du travail continue de s'améliorer. Entre mars 2021 et mars 2022, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégorie ABC ont diminué de 9,9 % : ils sont 120 000 dans la métropole de Lyon à fin mars 2022. L'écart se creuse avec la situation d'avant-crise, avec 5 000 demandeurs d'emploi de catégories ABC de moins fin mars 2022 par rapport à fin février 2020.

La baisse est plus marquée pour les demandeurs d'emploi de catégorie A, en retrait de 18,1 % dans la métropole de Lyon en un an. En mars 2022, 69 500 personnes sans activité sont inscrites à Pôle emploi, soit le nombre le plus faible depuis près de dix ans.

Une amélioration de la situation également dans les EPCI voisins

Les effectifs de demandeurs d'emploi dans les principales intercommunalités enregistrent tous des évolutions à la baisse sur la période. La plus forte diminution concerne la CA Villefranche-Beaujolais-Saône avec -13,2 % de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an. C'est également dans cette intercommunalité que la baisse des demandeurs d'emploi sans aucune activité (cat. A) est la plus importante (-22,2% en un an). Elle est suivie par la CC Vallée du Garon et la CA Porte de l'Isère concernant les demandeurs d'emploi de catégories ABC (-10,5 %). En revanche, la deuxième baisse la plus forte concernant les demandeurs d'emploi de catégorie A est enregistrée dans la CC Est Lyonnais. Les EPCI de la CC Plaine de l'Ain et de la CC de Miribel et du plateau ont enregistré des diminutions moindres avec respectivement -8,2 % et -8,7 % de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an.

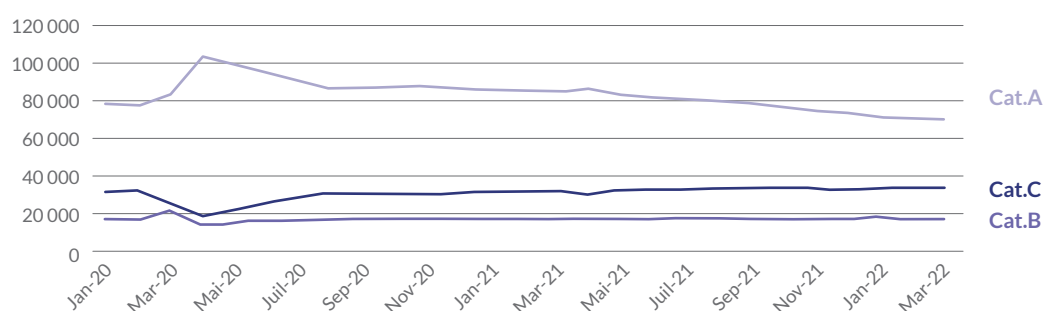
Nombre de demandeurs d'emploi (DE) fin mars 2022 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
METROPOLE DE LYON	119 920	-9,9%	68 600	-18,1%
CA PORTE DE L'ISERE	9 060	-10,5%	4 840	-18,7%
CA VIENNE CONDRIEU	5 960	-9,1%	3 240	-18,3%
CC PLAINE DE L'AIN	5 620	-8,2%	2 870	-15,5%
CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE	5 590	-13,2%	2 980	-22,2%
CC EST LYONNAIS	2 100	-9,2%	1 080	-19,1%
CC VALLEE DU GARON	1 740	-10,5%	960	-17,2%
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 330	-8,7%	710	-16,4%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier 2020 et mars 2022 dans la métropole de Lyon

Données cvs





Une amélioration plus bénéfique aux demandeurs d'emploi sans activité

L'amélioration globale du marché de l'emploi dans la métropole de Lyon se caractérise par la baisse plus marquée des demandeurs d'emploi sans activité, ce qui a pour effet de diminuer la part que représente les demandeurs d'emploi de catégorie A dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories ABC. Ils sont 58 % à fin mars 2022, ils représentaient 64 % un an auparavant.

Une reprise qui profite plus aux jeunes et aux demandeurs d'emploi de longue durée

Fin mars 2022, les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis au moins un an à Pôle emploi) représentent 39 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A, soit 26 650 personnes. Parmi ceux-ci, plus de la moitié (57 %) sont demandeurs d'emploi depuis au moins deux ans (de très longue durée). Le chômage de longue durée recule sur la période : -26,7 % en un an. Il est à noter que la baisse profite plus aux demandeurs d'emploi avec une ancienneté d'inscription d'un à deux ans (-36,8 %) qu'aux demandeurs d'emploi de très longue durée (-16,6 %).

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'amplifie encore au cours du 1^{er} trimestre 2022 : -31,2 % en un an à fin mars 2022 (contre -21,5 % en un an à fin décembre 2021).

Le nombre des offres d'emploi toujours en augmentation

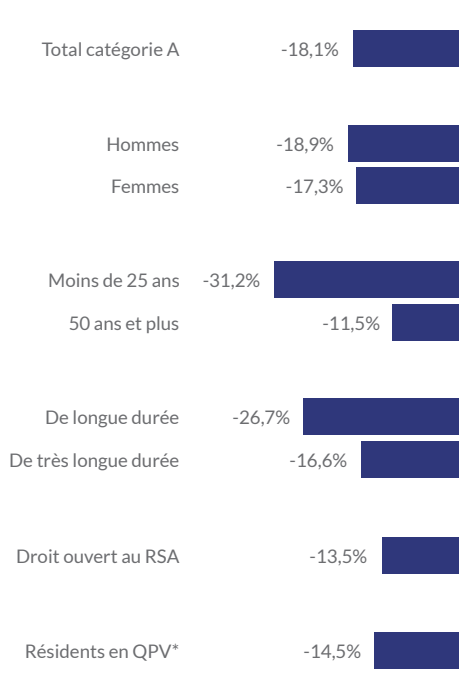
L'évolution du nombre d'offres d'emploi est largement positive avec +70 % d'offres collectées dans la métropole de Lyon entre avril 2021 et mars 2022 par rapport à la période d'avril 2020 à mars 2021 (période pendant laquelle un effondrement des offres avait eu lieu du fait du confinement et de la crise sanitaire).

Parmi les dix métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi au cours des douze derniers mois, on observe de fortes hausses des offres d'emploi pour quatre d'entre eux, dont un doublement pour les employés polyvalents de restauration (+132 %). Les offres concernant le magasinage et la préparation de commandes, ainsi que celles des services domestiques progressent de 83 %, le secrétariat de 80 %.

En termes d'adéquation entre l'offre et la demande, il est à noter que dans les métiers du nettoyage de locaux, une offre est enregistrée pour deux demandes, dans les métiers de la mise en rayon libre-service, une offre pour trois demandes ; enfin dans la vente en habillement et accessoires de la personne, une offre pour six demandes.

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

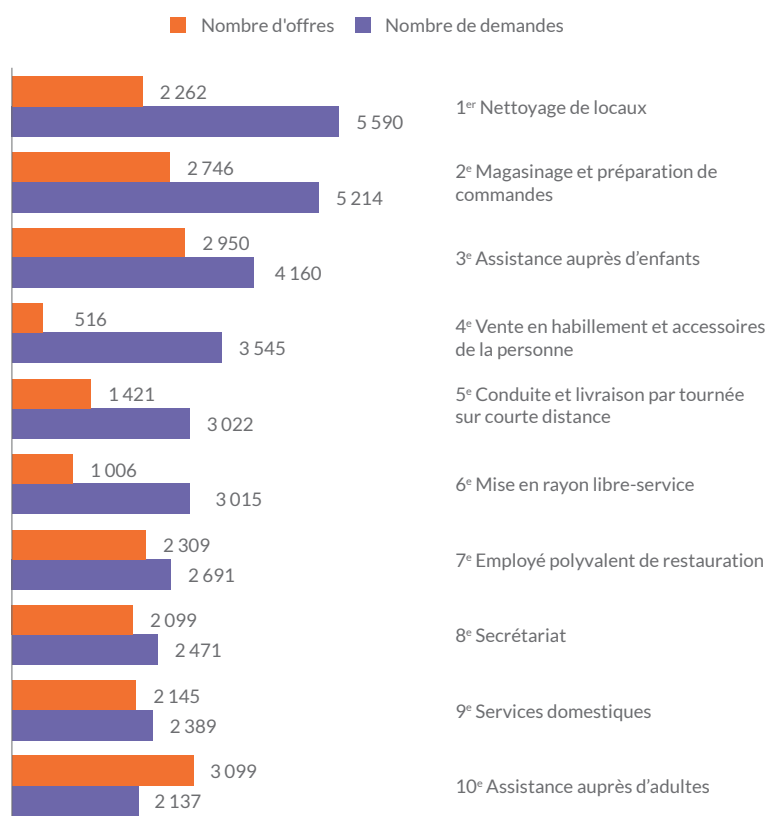
Données brutes



*QPV : Quartier Politique de la ville

Offres et demandes d'emploi pour les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon

Cumul d'avril 2021 à mars 2022. Données brutes



Le taux de chômage

Définitions

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee

Périmètres : zones d'emploi

Forte diminution des taux de chômage

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,5 % de la population active au 4^e trimestre 2021. Il est en forte baisse par rapport au trimestre précédent et désormais inférieur de 0,7 point à son niveau d'avant-crise (fin 2019). Il est aussi à son plus bas niveau depuis 2008, si l'on excepte la baisse ponctuelle en « trompe-l'œil » du printemps 2020, liée à la crise sanitaire. Au sein de la zone d'emploi, le taux de chômage de la métropole de Lyon s'établit à 7,2 %, proche de la moyenne nationale (7,4 %).

Deux zones d'emploi du carré métropolitain enregistrent un taux de chômage légèrement supérieur au niveau national, celles d'Oyonnax et de Saint-Etienne (7,6 %). A l'inverse, les zones d'emploi de Tarare, de la Plaine du Forez et de Voiron affichent les taux de chômage les plus faibles, inférieurs à 5,5 %.

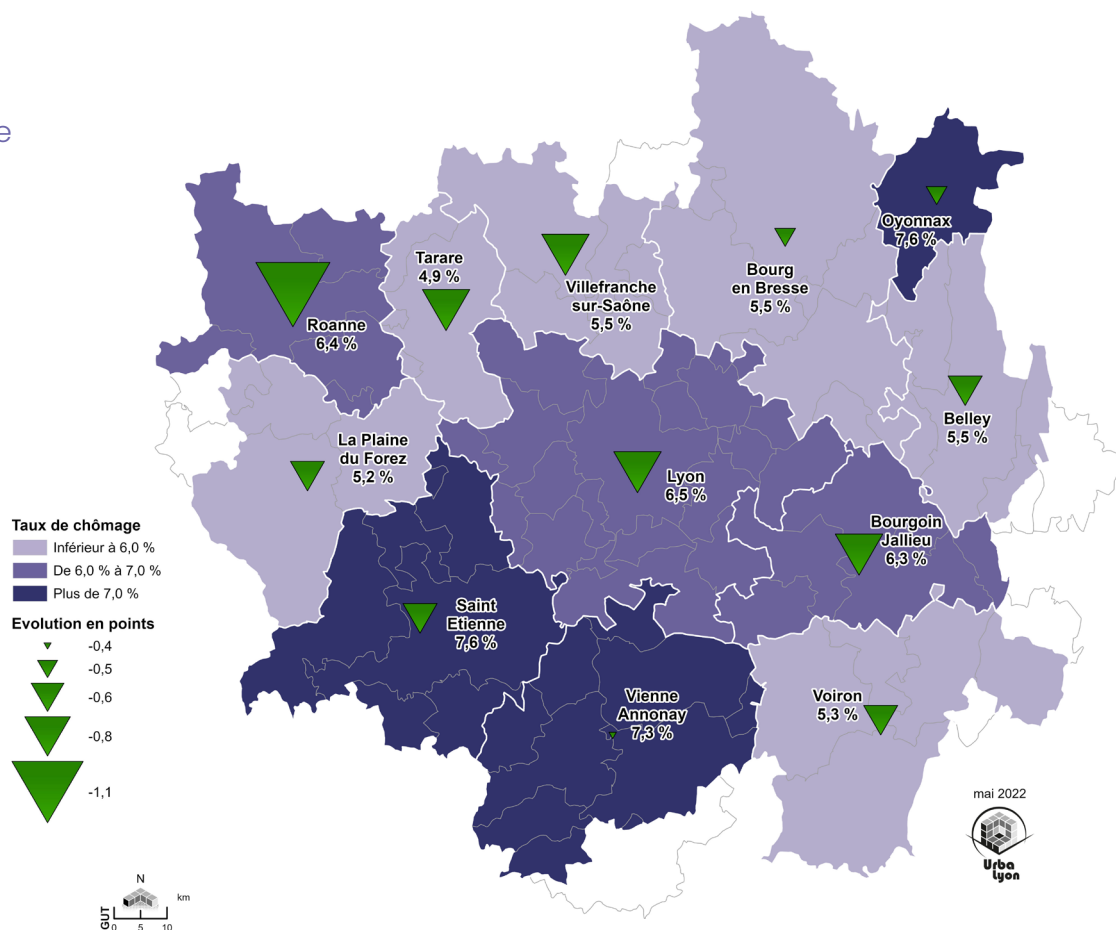
Une nette amélioration chez les jeunes

La forte baisse du taux de chômage au 4^e trimestre au niveau national résulte d'une nette augmentation de l'emploi et d'un repli modéré de la population active, selon l'Insee. L'évolution est particulièrement favorable pour les jeunes : leur taux de chômage a diminué de 3,6 points en un trimestre, atteignant ses niveaux les plus bas (15,9 %), et leur taux d'emploi a augmenté de 2,5 points en un semestre, atteignant son plus haut niveau depuis 1991 (33,8 %). L'augmentation des contrats en alternance, qui s'est accélérée en 2021, explique en partie ce résultat.

7,2%

taux de chômage de la métropole de Lyon au 4^e trimestre 2021

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2021 et évolution en un an





Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation qui vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

1 580 foyers allocataires de moins en un an

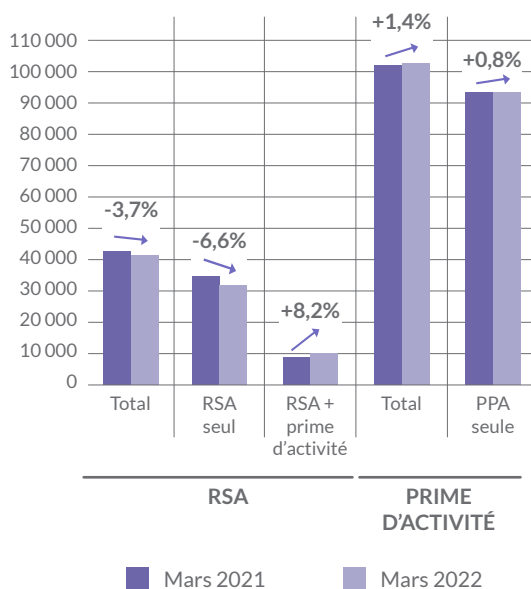
Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 40 960 fin mars 2022, ce qui représente une baisse de 3,7 % et 1 580 foyers allocataires de moins par rapport à mars 2021. La poursuite de la baisse sur le 1^{er} trimestre 2022 permet de retrouver les niveaux des effectifs d'allocataires du RSA d'avant la crise sanitaire (mars 2020).

La tendance à la baisse entre mars 2021 et mars 2022 ne se vérifie pas pour les allocataires de la prime d'activité (+1,4 % en un an) et surtout pour les allocataires percevant simultanément le RSA et la prime d'activité. Ces derniers constituent certes une minorité des allocataires du RSA (22 %), mais leur nombre a crû de 8,2 % en un an. La reprise d'activité de nombreux bénéficiaires sans emploi pendant la période de crise sanitaire explique ce phénomène. Le nombre d'allocataires du RSA ne percevant pas la prime d'activité (la majorité) recule quant à lui sensiblement (-6,6 %).

Nombre de foyers allocataires fin mars 2022

Allocataires RSA	40 960
Allocataires prime d'activité	103 370

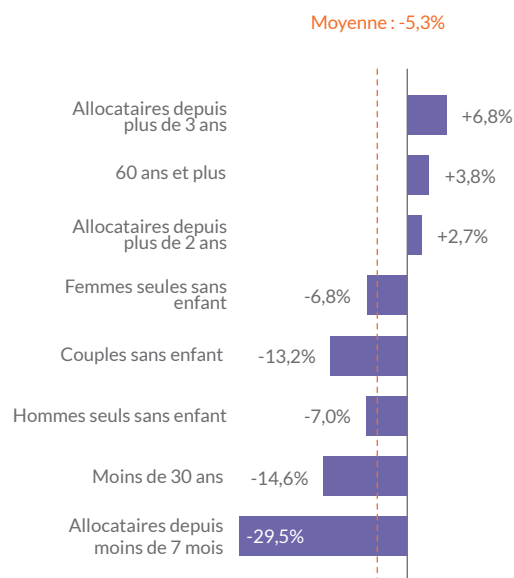
Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre mars 2020 et mars 2021



Une poursuite de la hausse des effectifs d'allocataires depuis plus de 3 ans mais un net recul des allocataires récents dans le RSA

La situation à fin décembre 2021 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus âgés et des allocataires les plus anciens dans le dispositif avec respectivement +3,8 % de 60 ans et plus et +6,8 % d'allocataires depuis plus de 3 ans sur un an. Ceci confirme qu'une frange croissante de la population la plus éloignée de l'emploi reste malheureusement en marge de la reprise économique. La part des bénéficiaires du RSA depuis plus de 3 ans est ainsi passée de 52 % en décembre 2019 avant la crise sanitaire à 58 % en décembre 2021. Les bénéficiaires du RSA depuis un an ou moins enregistrent des évolutions très encourageantes avec des baisses d'effectifs de 30 % entre décembre 2020 et décembre 2021. Les allocataires de moins de 30 ans suivent la même tendance mais de façon moins marquée, avec un recul de près de 15 % en un an. Les entrées massives dans le RSA au cours des périodes les plus âpres de la crise économique et sanitaire étaient pour une partie d'entre elles des recours temporaires au dispositif. Il semble que de nombreuses personnes en sont sorties finalement assez rapidement grâce à la reprise économique.

Profil des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre décembre 2020 et décembre 2021



Les défaillances d'entreprise

Définition

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Sources : Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

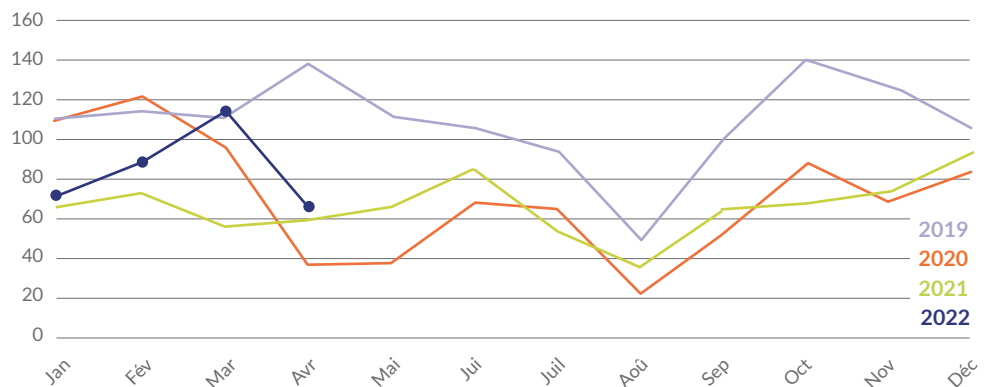
Périmètre : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

Le nombre de défaillances reste bas

Après deux années hors normes, avec un nombre extrêmement faible de défaillances, l'année 2022 démarre en hausse. Le nombre de procédures collectives ouvertes entre janvier et avril progresse de 33 % par rapport à la même période en 2021 au Tribunal de commerce de Lyon, de 77 % à celui de Vienne et de 63 % à celui de Villefranche-Tarare.

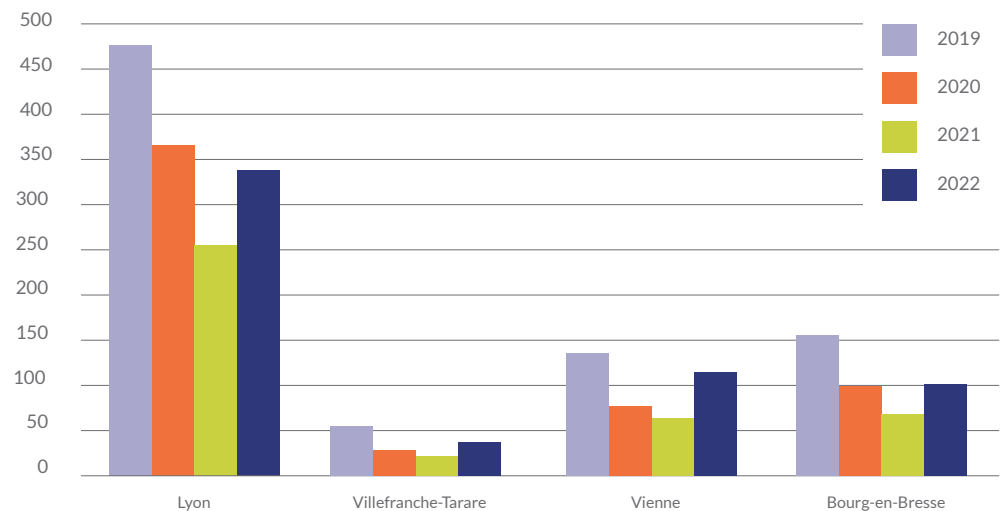
Malgré ces augmentations, qui peuvent paraître fortes, le nombre de défaillances reste encore largement inférieur à celui qui prévalait avant la crise sanitaire. Avec la fin progressive des aides et des autorisations de report de charges, ainsi que le début de remboursement des prêts garantis par l'Etat (PGE), dans un contexte de tensions inflationnistes, les défaillances sont attendues en hausse cette année par rapport à 2021.

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Nombre annuel de procédures collectives par tribunal

Cumul de janvier à avril





Les créations d'entreprise

Définition

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur. À partir de janvier 2022, les séries de créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové, elles ont été recalculées avec cette méthode depuis 2012.

Source : Insee (données brutes)

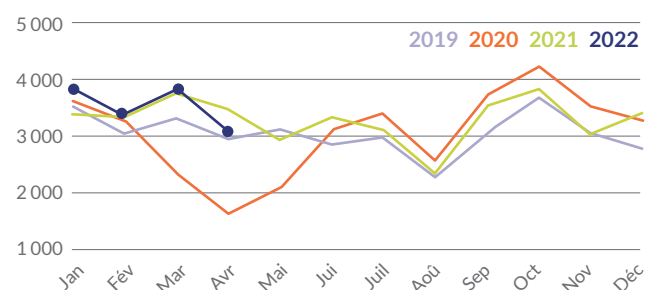
Périmètre : circonscription départementale du Rhône

Diminution du nombre de créations en avril

3 052 nouvelles entreprises ont été immatriculées dans le Rhône en avril. C'est 12 % de moins qu'avril 2021. Le repli s'observe également dans la région et en France. En cumul depuis janvier, le volume de créations reste stable : +1 % dans le département, tout comme dans la région. Au niveau national on observe une légère baisse (-2 %).

Les immatriculations sous le régime de micro-entrepreneur restent majoritaires : elles représentent six nouvelles entreprises sur dix, que ce soit au niveau départemental ou au niveau national. A noter que les créations de micro-entreprises dans le secteur des transports diminue de moitié en France sur les quatre premiers mois de l'année par rapport à 2021.

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Évolution des créations d'entreprise entre avril 2021 et avril 2022

RHÔNE	-12%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	-7%
FRANCE	-5%

L'immobilier d'entreprise

Définitions

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

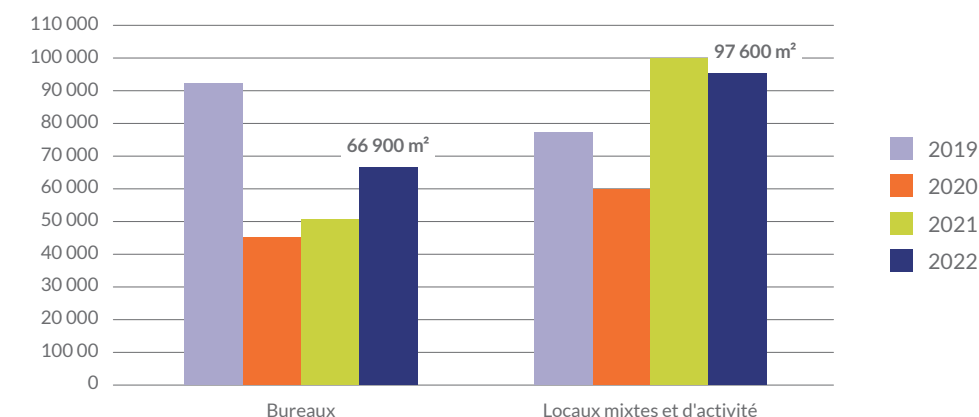
Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim).

Une bonne tendance en début d'année

Les résultats de l'immobilier d'entreprise au premier trimestre sont positifs. Sur le marché des bureaux, la demande placée atteint près de 67 000 m², en nette hausse par rapport aux deux années précédentes. Le trimestre est marqué par le retour de quelques transactions de grande taille et par l'augmentation de la part

du neuf, qui atteint 60 % de la surface placée. La Part-Dieu se place en tête des quartiers (40 % des surfaces), devant Vaise. Le marché des locaux d'activité affiche une grande stabilité, avec 97 600 m² placés. La hausse des loyers et des coûts de construction sont des points de vigilance.

Demande placée par segment (en m²)





Les principales actualités des entreprises au cours du trimestre

Définition

Champ : Sélection d'événements économiques marquants concernant les entreprises du territoire, de janvier à début mai 2022

Source : veille presse et internet

Périmètre : aire d'attraction de Lyon

Investissements industriels

ABB Contacteurs et équipements d'électrification Chassieu (69)	Le groupe helvético-suédois investit 4 M€ dans la modernisation du site, qui fournit des équipements nécessaires à la recharge rapide des véhicules.
GONZALES Machines spéciales pour l'industrie Estrablin (38)	L'entreprise porte un projet de modernisation de son site évalué à 2,5 M€, soutenu par France Relance.
GRANUPLAST Recyclage de plastiques Jassans-Riotier (01)	L'entreprise investit 5 à 6 M€ dans une deuxième ligne de production de granulés à partir de matières plastiques usagées.
PROFORM Raccords de tuyauterie pour les fluides Chaponost (69)	Le groupe acquiert la friche Crown à Vourles et y investit 10 M€ dans un nouvel outil industriel de 25 000 m ² .
SMAD / GROUPE FRE-SENIUS Dialyseurs Savigny (69)	Suite à l'abandon forcé de son projet à Sarcey, le groupe va investir 9,5 M€ dans un nouveau bâtiment de stockage à proximité de son site actuel.
VELAN Vannes haute performance Lyon 7 ^e (69)	L'entreprise canadienne investit 1,4 M€ pour la digitalisation du pilotage de l'usine de Gerland (soutenue par France Relance) et porte un projet de R&D pour la maintenance intelligente des équipements.
VINCI AIRPORTS Aéroport Colombier-Saugnieu (69)	Le groupe débute la rénovation totale du Terminal 2 de l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry, pour une durée de deux ans et 30 M€ d'investissements.

Projets logistiques

PRD Promotion et investissement immobilier Corbas (69)	Le promoteur annonce la construction d'un nouvel entrepôt de 13 000 m ² sur une parcelle de 1,4 hectare.
LEROY MERLIN Bricolage Villette-d'Anthon (38)	Le groupe nordiste inaugure son centre logistique régional de 36 000 m ² , opéré par ID Logistics et qui emploie 70 personnes.
COVERGUARD Équipements de protection individuelle Mionnay (01)	Le grossiste annonce de la construction d'un entrepôt de 13 000 m ² , en remplacement des sites de Miribel et des Echets.

Cessations d'activité et liquidations

BIOM'UP Produit anti-saignement pour bloc opératoire Saint-Priest (69)	L'entreprise, liquidée puis reprise en 2019 par l'Américain Bison Medtech Midco avec 65 salariés, est à nouveau placée en liquidation judiciaire.
RENAULT RETAIL GROUP Concession automobile Vaulx-en-Velin (69)	Le groupe annonce la fermeture, d'ici fin 2022, de la concession Renault Lyon Est ; 100 salariés concernés.

Levées de fonds

HACKUITY Prévention des cyberattaques Chasselay (69)	L'entreprise lève 12 M€ pour accélérer son déploiement international et renforcer sa R&D.
IN EXTENSO Expertise comptable et conseil Lyon 2 ^e (69)	Le groupe lève 15 M€ pour soutenir sa transformation vers un accompagnement global du chef d'entreprise et une approche plus commerciale.
NETRI Organes sur puce Lyon 7 ^e (69)	La start-up industrielle lève 8 M€ pour lancer son unité de production pilote et recruter une trentaine de personnes.
SANTÉVET Assurance santé pour animaux de compagnie Lyon 7 ^e (69)	L'assureur lève 150 M€ pour accélérer son développement en Europe et devenir « le leader européen du secteur ».



Le commerce extérieur

Définitions

La balance commerciale comptabilise les échanges de marchandises avec des pays tiers ; elle n'inclut pas les services ni les échanges de matériel militaire. Les échanges de gaz naturel et d'électricité sont attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75). Il n'y a pas de correction de variations saisonnières.

À l'exportation, c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné (et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte). À l'importation, c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué.

Source : Douanes

Périmètres : circonscription départementale du Rhône ; départements.

Une dégradation du solde commercial

En 2021, le solde commercial du Rhône en valeur se dégrade par rapport à l'année précédente : il s'établit à -5,5 milliards d'euros, contre -4,9 milliards en 2020. Les exportations du Rhône enregistrent pourtant un net rebond en 2021 (+17 %, après -8 % en 2020), avec un 4^e trimestre particulièrement dynamique. Mais les importations progressent également fortement (+15 %, après -12 % en 2020). Ces évolutions en valeur reflètent en grande partie celles des prix. Au niveau national, le solde commercial atteint son plus bas historique en 2021 (-85 milliards d'euros), la France continuant à perdre des parts de marché au niveau international.

Un recul des échanges avec le Royaume-Uni

Les trois premiers partenaires commerciaux du Rhône sont, comme les années précédentes, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Ils représentent ensemble 36 % des exportations et 37 % des importations du Rhône. L'année 2021

se distingue par un fort recul des échanges avec le Royaume-Uni, notamment pour les exportations (-30 %). Côté importations, la Chine tient toujours la troisième place et représente 11 % des importations.

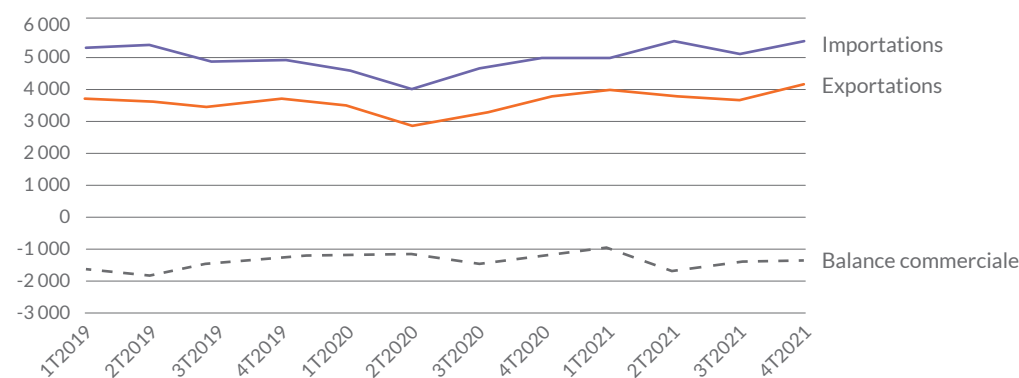
Les principaux produits exportés par le Rhône sont les produits chimiques (27 % des exportations) et les produits pharmaceutiques (10 %).

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Seul le département de l'Ain affiche une balance commerciale excédentaire en 2021 ; l'Isère, tout comme la Loire et le Rhône, ont un solde commercial négatif.

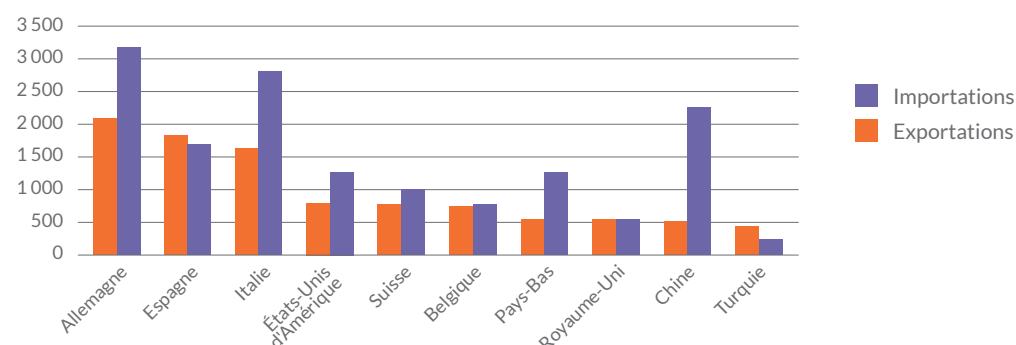
En 2021, près de la moitié des exportations de l'Ain a concerné l'Allemagne, l'Italie et l'Irlande (ce pays passant de la 20^e place en 2020 à la 3^e place en 2021). L'Isère a exporté un tiers de sa production vers la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. Quant à la Loire, ses principaux partenaires commerciaux sont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, qui ont reçu 38 % de ses exportations en valeur.

Évolution du commerce extérieur du Rhône (en millions d'euros)



Palmarès des pays commerçant avec le Rhône

Par ordre décroissant de montant d'exportations depuis le Rhône (en millions d'euros)



Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CPME du Rhône,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
Pôle emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40
c.garinhameline@urbalyon.org
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme